



OFFRE D'EMPLOI
Chargé-e de mission Coordination Sociale
Contrat à durée déterminée – 8 mois
(transformable en CDI en fonction des financements)

Le Réseau Hospitalité œuvre à la mise en place des conditions pour enraciner dans notre société, une culture et une politique de l'hospitalité qui promeut l'égalité et la fraternité, le partage et la justice. L'association défend le respect effectif et inconditionnel des droits fondamentaux. Créée en 2007, elle s'est constituée en association loi 1901 en 2017 ; elle est reconnue d'intérêt général depuis 2022. Elle compte 4 salarié-es dont 2 à temps plein et 2 à temps partiel, 2 services civiques et un CAA constitué de 7 membres actifs.

L'association s'organise autour de **trois pôles** :

Le **pôle droit et accès aux droits** accompagne dans l'accès à leurs droits des personnes privées d'hébergement ou en passe de l'être ainsi que des victimes de marchands de sommeil. Il anime un réseau de plusieurs organisations locales et nationales permettant un travail de veille juridique, de capitalisation de données et d'informations à des fins de mobilisation collective.

Le **pôle hébergement solidaire** organise l'accueil provisoire de personnes exilées, à travers un réseau de particuliers et d'organisations partenaires. Il agit en lien avec le pôle droit et accès aux droits.

Le **pôle conscientisation** réfléchit à des stratégies pour sensibiliser les personnes sur tout ce qui a trait aux migrations, transmettre des informations fiables et proposer des analyses offrant des alternatives.

Territoire d'intervention : Marseille

Modalités et cadre d'intervention : La personne occupant le poste de coordination sociale est placée sous la responsabilité du Conseil d'Animation et d'Administration (CAA) du Réseau Hospitalité Marseille. Elle fait partie de l'équipe du pôle Droit et Accès aux Droits.

En soutien du suivi juridique engagé par l'équipe du pôle Droit et Accès aux Droits, la coordination sociale vise à proposer un accompagnement aux personnes privées ou risquant de perdre un hébergement, ainsi qu'aux personnes victimes d'un marchand de sommeil, afin qu'elles accèdent à un hébergement stable, décent et adapté à leur situation.

- Compléter le suivi juridique avec une approche sociale
- Evaluer les besoins des personnes suivies et chercher des réponses adéquates (orientations et/ ou accompagnement à l'ouverture et au maintien de droits)
- Etayer les défenses juridiques engagées par les juristes du pôle

Les **missions** sont les suivantes :

1. **Evaluation sociale**

- En lien avec l'équipe, accueil des personnes orientées vers le pôle Droit et Accès aux Droits.
- Diagnostic social des besoins des personnes orientées et reçues par les juristes du pôle Droit et Accès aux Droits.
- Identifier les intervenant. es déjà engagé.es dans l'accompagnement des personnes reçues et pour lesquelles un suivi juridique est engagé.

2. **Accompagnement et orientations**

- Repérer les structures qui pourraient répondre aux besoins identifiés lors de l'évaluation sociale.
- Mise en lien et accompagnement vers les intervenant-es identifié-es (selon les besoins des personnes suivies).
- Développer de nouveaux partenariats et entretenir ceux déjà existants pour faciliter les orientations et l'accès dans les domaines, notamment de l'alimentation, l'accès aux soins, accès aux droits sociaux, hygiène, bagageries...

3. **Engager des démarches**

- En fonction des démarches engagées par la juriste, réunir les documents nécessaires à la complétude des dossiers.
- Faire les demandes d'hébergement avec les personnes en ayant besoin (appels 115, recours amiables DAHO...).
- Accompagner les personnes vers les dispositifs de droit commun responsables de leur hébergement pour soutenir les demandes faites par les personnes.
- Répondre aux besoins immédiats et urgents (administratif, santé, soins, alimentation...)

4. **Participation aux instances associatives et partenariales**

- Participation aux réunions d'équipe hebdomadaires du pôle Droit et Accès aux Droits.
- Participation à l'élaboration (ou la mise à jour) d'outils internes partagés.
- Participation aux bilans et rapports d'activité.

En fonction des disponibilités et de la charge de travail :

- Participation aux réunions d'organisation de l'association.
- Participation à des réunions partenariales / inter associatives.

Profil recherché :

Expérience et Formation :

Diplômé-e en travail social (assitant-e de service social, éducateur-ice spécialisé-e, moniteur-ice éducateur-ice...) avec une expérience professionnelle significative dans l'accompagnement de personnes en situation de grande précarité, notamment personnes exilées.

Si vous ne remplissez pas les critères concernant les diplômes mais que vous avez une expérience significative dans le domaine n'hésitez pas à nous contacter nous pourrions évaluer ensemble l'opportunité d'une candidature !

Compétences, connaissances, savoirs et intérêts :

- Bonne connaissance des droits sociaux des personnes accompagnées et des dispositifs y étant rattachés
- Bonne compréhension et capacité d'analyse des besoins des personnes en situation de précarité
- Bonne connaissance des réseaux associatifs locaux et capacité à travailler en partenariat
- Très bonne autonomie
- Capacité à travailler en équipe (CAA, salariées) et en réseau, dans le respect des statuts et objectifs de l'association
- Organisé-e et diplomate, vous aimez travailler en équipe et vous savez vous adapter à vos interlocuteur-ices.
- Rigueur sur le suivi des situations et sur l'évaluation du projet
- Capacité d'adaptation en fonction des besoins et urgences : sens de la priorisation et situations diverses des personnes accompagnées
- Capacité rédactionnelle et utilisation des outils informatiques.
- Qualités relationnelles, d'écoute et d'empathie envers les personnes reçues

Conditions de travail :

CDD de 8 mois – prise de poste semaine du **4 mai 2026**

(transformable en CDI en fonction des financements de l'association)

Temps de travail : 0,50 ETP (soit 2,5 jours / semaine)

(répartis en fonction des besoins de l'association en lien avec la personne recrutée)

Rémunération : 1495,50 euros BRUT

Statut : cadre

Avantages salariés: tickets restaurant (10 euros par jour travaillé), mutuelle financée à 60% par l'employeur (pour les salariés et 83 % pour l'option « enfant »), remboursement transport (50 % de l'abonnement mensuel RTM).

Lieu de travail : bureau du Réseau Hospitalité, Rivages, rue Sainte 13007 Marseille.

Pour postuler, merci d'envoyer un CV et une lettre décrivant vos motivations par email
à contact@reseauhospitalite.org **et** margot.bonis@reseauhospitalite.org **au plus tard le 18 mars 2026.**

A noter : les candidat-es seront contacté-es avant la fin mars.